

Discours Pot des Présidents 2023

Luc Meyer, Président de la Fédération des Artisans

Seul le discours prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs, Ministres, Députés et Maires,

Mesdames et Messieurs des administrations et du monde économique

Chers amis du métier,

Avec mon collègue Tom Oberweis, c'est un plaisir particulier pour moi de vous accueillir au Pot des Présidents de la Chambre des Métiers et de la Fédération des Artisans.

Vous avez dû le remarquer. Le Pot des Présidents, qui était traditionnellement la réception du Nouvel An de l'artisanat, a été déplacé au printemps cette année.

Le janvier est trop court pour offrir une place à toutes les réceptions du Nouvel An. C'est pourquoi nous avons décidé de reporter de quelques mois le rendez-vous avec l'artisan, lorsqu'il y aura à nouveau de l'air dans l'agenda.

A l'extérieur, la nature s'éveille. Les jours s'allongent et peut-être sommes-nous tous plus enclins à être inspirés par l'une ou l'autre idée ou proposition.

La Chambre des Métiers et la Fédération des Artisans ont élaboré différentes propositions pour un artisanat fort et nous avons déjà eu l'occasion d'échanger sur ces propositions avec les partis.

Donc, cette soirée me permet d'aller plus dans l'ambiance.

Mesdames et Messieurs,

Vous le savez, nous sommes ici dans la maison de l'artisanat. Une maison que beaucoup d'entre vous connaissent bien.

L'artisanat au Luxembourg, ce sont 8.500 entreprises avec 100.000 salariés et nous sommes ainsi le plus gros employeur du pays.

C'est la statistique que nous connaissons tous.

Derrière ces statistiques, il s'agit de gens. Il y a des femmes et des hommes qui travaillent à leur compte dans leur métier. Il y a des familles, où une génération après l'autre perpétue une tradition. Il y a des employés compétents et dévoués qui font carrière dans le métier.

L'artisanat consiste à façonner l'avenir. Logement et infrastructures. Transition énergétique et mobilité. Production alimentaire durable et locale, santé et bien-être.

L'artisanat est requis sur tous ces chantiers.

En tant que secteur, nous sommes forts parce que nous sommes hétérogènes, parce que nous avons une base large, parce que nous pouvons répondre rapidement à la demande.

Des milliers de petites entreprises partout au pays offrent leurs produits et services et créent des emplois.

Mesdames et Messieurs,

C'est l'interaction de nombreuses petites entreprises d'activités diverses qui rend le secteur de l'artisanat fort et résilient.

Cela signifie également qu'une entreprise artisanale est généralement une petite entreprise qui compte en moyenne 12 personnes. Une équipe de 12 personnes pour fournir suffisamment d'heures productives, dont l'entreprise vit. 12 personnes pour obtenir des commandes, accompagner des projets, maîtriser les finances. 12 personnes pour maîtriser une charge administrative de plus en plus lourde.

Mesdames et Messieurs,

Réfléchissez maintenant brièvement à votre entreprise, votre organisation, votre administration et demandez-vous comment vous feriez pour remplir l'ensemble des tâches avec 12 personnes.

« Ça ne marche pas. », dites-vous.

Mesdames et Messieurs,

« Ça ne marche pas. » « Ça ne marche plus. » C'est le message que nous transmettent de plus en plus de petits employeurs.

Et on voit ce phénomène aussi sur le terrain. Le « Quiet Quitting » ne s'adresse pas qu'aux employés. Des petites entreprises qui ferment tout simplement sans apparaître dans les statistiques sur les faillites. Des entreprises qui sont rachetées parce que le patron jette l'éponge. Le chef d'entreprise se dit : « Eh bien, alors j'irai travailler à la commune ou à l'Etat. »

Si nous ne commençons pas à penser à nos petites entreprises au moment de faire des lois, nous aurons un autre tissu économique. Un tissu économique avec d'un côté le patron qui travaille peut-être avec un apprenti et de l'autre côté des entreprises avec quelques centaines de personnes et plus.

Mesdames et Messieurs,

Ce n'est pas la sorte d'artisanat dont nous avons besoin pour relever les défis actuels. Ce n'est pas l'artisanat que nous voulons.

Nous sommes dans une année électorale et nous sommes heureux que de nombreuses femmes et hommes qui portent des responsabilités dans leur parti soient venus nous voir ce soir et s'intéressent à l'artisanat.

S'il faut retenir quelque chose de cette soirée, c'est ce message : « Laissez-nous travailler. » - « Laissez travailler tous ceux qui veulent travailler. »

Mesdames et Messieurs,

Travailler, c'est ce que font les entreprises avec leurs employés. Une entreprise qui ne traite pas bien ses employés n'est plus viable aujourd'hui. C'est un fait. C'est aussi un fait qu'une entreprise qui ne fonctionne pas de manière productive et rentable n'est pas non plus viable.

C'est un intérêt fondamental de chaque chef d'entreprise d'offrir à ses collaborateurs les meilleures conditions de travail possibles. Nous n'avons donc pas besoin des syndicats pour nous le dire.

Nos entreprises doivent être attractives, productives et rentables pour qu'elles puissent investir et préparer l'avenir.

C'est le défi auquel chaque chef d'entreprise doit faire face aujourd'hui et ce n'est pas un défi facile.

Les PME luxembourgeoises, hors secteur financier, sont les moins rentables de toute l'Europe. C'est un problème.

Seul un État qui a une économie forte peut financer un système social fort. Juste comme ça, seule une entreprise rentable peut investir dans son personnel.

Nous devons travailler là-dessus.

Le Luxembourg manque de main-d'œuvre qualifiée dans tous les secteurs. Une piste que nous n'avons jamais utilisée est la productivité. Faire plus avec moins de ressources. C'est un grand tabou au Luxembourg.

Nous devons travailler là-dessus aussi.

Le monde du travail est en train de changer. Même dans l'artisanat. Les emplois sont devenus physiquement moins exigeants, mais donc en partie plus complexes.

La vie privée de chacun d'entre nous est devenue plus compliquée. Nous vivons dans une société très individualisée, où chacun a ses aspirations, sa conception du travail et des valeurs qui lui tiennent à cœur.

Nous essayons d'encadrer le changement structurel avec un droit du travail qui nous vient d'une époque, où les gens travaillaient soit dans une usine, soit dans l'agriculture.

Bien sûr, le salarié doit être protégé contre des abus, mais entre-temps, nous avons légiféré les relations de travail à tel point que les solutions individuelles ne sont de facto pas possibles dans un secteur ou même dans une entreprise.

Les entreprises et les employés demandent plus de flexibilité. Jusqu'à présent, la politique a réagi à cela en introduisant toujours de nouvelles formes de congés ou types de « non-travail » et en vendant ensuite cela comme de la flexibilité. Malheureusement, c'est une fraude à l'étiquette.

Les relations de travail doivent être décidées au niveau approprié avec les employés. On y trouve des solutions qui répondent aux exigences d'une société moderne et d'un monde du travail tourné vers l'avenir.

Je pense que tout a été dit sur la proposition du LSAP de réduire la durée légale du travail. Dans un contexte de manque de main-d'œuvre, de manque de logement, de manque de mobilité, de manque de compétitivité, de productivité stagnante, réduire unilatéralement le temps de travail est une proposition douteuse.

Ce n'est pas une option pour l'artisanat et je pense pour toute force politique qui pense aux conséquences de ses revendications, même en période électorale.

Mesdames et Messieurs,

Le 8 octobre, une nouvelle chambre sera élue et les partis préparent ce rendez-vous en travaillant sur leurs programmes.

Au-delà de la question de savoir quel parti remportera quel résultat, se pose la question plus générale : Quels sont les enjeux de ces élections ?

Il n'est sans doute pas nécessaire de souligner dans quel contexte particulier et inquiétant nous nous trouvons aujourd'hui.

Pandémie, inflation, guerre en Europe et Luxembourg en plein milieu.

Nous sommes d'avis que ces élections se présentent sous des signes différents des élections précédentes et qu'il y a aussi d'autres enjeux en jeu.

Ces dernières années, on avait l'impression que de larges pans de la politique et des administrations se désintéressaient des fondements économiques et financiers de notre prospérité.

L'argent est là. L'argent était toujours là. Nous n'avons pas à nous en soucier.

Mesdames et Messieurs,

Est-ce vraiment gravé dans le marbre ?

Personne ne veut l'entendre, mais au Luxembourg, nous vivons dans une bulle de prospérité. Nous nous sommes habitués à vivre dans la bulle. C'est notre normalité. Le Luxembourg et une grande partie des résidents se portent bien. Nous sommes habitués au fait que nous allons bien et nous ne pouvons pas nous imaginer que cela pourrait changer.

Mesdames et Messieurs,

La situation est sur le point de changer.

Notre bulle de prospérité ne flotte pas dans l'espace vide. Nous sommes en concurrence avec d'autres économies. Nous devons rester compétitifs. Nous devons être agiles et saisir les opportunités. Ce sont des notions qui ne reviennent même plus dans le débat politique.

Malheureusement, l'opinion semble se répandre même dans les cercles politiques que nous pouvons nous passer de l'économie et des entreprises tout en gardant les fruits de notre croissance.

Découpler l'activité économique de la prospérité est une idée bien intentionnée, avec laquelle on peut raconter de belles histoires. Mais dans la réalité locale, nous courons le risque de nous heurter au mur si nous ne recommençons pas à nous intéresser à notre place financière. Si on ne commence pas à nous intéresser à l'environnement fiscal des entreprises. De nous intéresser au fait de savoir si les entreprises luxembourgeoises fonctionnent toujours ou non.

Cela ferait partie de l'honnêteté de toujours raconter toute l'histoire à l'électeur. Même avant les élections.

Mesdames et Messieurs,

A nos yeux, le moment est venu de couper le pilote automatique et de faire face à nouveau à la réalité.

Les partis doivent non seulement se positionner sur la manière de distribuer équitablement et socialement le gâteau, mais aussi sur la façon dont le gâteau doit être cuit dans un environnement de plus en plus complexe et concurrentiel.

Et nous devons nous intéresser à nouveau aux personnes qui préparent le gâteau.

C'est pourquoi nous aimerions avoir un engagement de la part de la politique en faveur de la place financière. Nous savons que la place financière pour le Luxembourg est

actuellement la condition stratégique à presque tout ce que nous faisons ou ne pouvons pas faire au Luxembourg sur le plan financier, sociétal et social.

Jusqu'à présent, il n'y a pas d'alternative crédible qui maintiendrait le niveau de prospérité que nous connaissons, ne serait-ce que partiellement.

Pour cela, l'artisanat demande une politique de diversification qui renforce l'économie à long terme, qui permette au Luxembourg de se réindustrialiser en vue de nouvelles productions et services innovants, où l'artisanat a sa place comme partenaire fort et puisse évoluer.

La diversification passe aussi par le renforcement de l'innovation dans l'artisanat et une meilleure mise en réseau des activités économiques régionales, dans le sens d'une plus grande autonomie.

Mesdames et Messieurs,

Le Luxembourg fait face à de nombreux défis.

Le changement climatique et la transition énergétique, avec lesquels nous tentons de répondre à ce phénomène, en font partie.

Dans ce contexte, le gouvernement s'est fixé des objectifs ambitieux et notre économie et notre société devraient devenir climatiquement neutres d'ici 2050.

Les artisans, et surtout les entreprises des secteurs de l'équipement technique, de la construction et de la mobilité y participent activement.

Pour nous, transition énergétique représente un défi en matière de recrutement, en matière de formation et de formation continue et bien sûr en termes d'investissements.

Un travail actif est mené sur tous ces dossiers et nous sommes convaincus que l'artisanat apportera sa contribution.

Nous saluons également le fait que la proposition de l'artisanat ait été reprise pour rassembler toutes les parties prenantes sur une plate-forme commune. Avec l'initiative « Klimapakt fir Betriber », nous disposons d'une plateforme sur laquelle nous pouvons accompagner et soutenir la transition énergétique des entreprises.

C'est une tâche babylonienne avec des investissements énormes, que les entreprises ne peuvent pas gérer seules.

Cependant, ce n'est pas seulement une tâche pour les entreprises. Nous devons également nous demander si la politique, l'État, les communes sont prêts à faire avancer la transition au niveau du cadre juridique, de l'administration, des procédures d'autorisation avec la célérité nécessaire.

Mesdames et Messieurs,

Nous craignons que l'écart entre l'urgence de ce que les gens et les entreprises doivent faire et le degré de préparation de la main publique se creuse.

Ici, une portion d'idéologie en moins et deux portions de réalisme et de pragmatisme en plus ne seraient pas déraisonnables.

Nous ne voulons même pas douter de la détermination du gouvernement ou de la politique en général. Cependant, on constate qu'à chaque fois que le gouvernement doit faire un arbitrage entre pouvoir d'achat et climat, le pouvoir d'achat le remporte. Je me

souviens des dernières tripartites où les employeurs étaient les seuls à avoir même fait intervenir des considérations climatiques.

Mesdames et Messieurs,

Vous pouvez trouver notre position sur l'indexation des salaires. Nous sommes en faveur d'une politique salariale progressive qui motive les gens et récompense la performance. Lier les salaires au prix des énergies fossiles et un système qui creuse structurellement de plus en plus l'écart entre les bas et les hauts salaires n'est pas forcément une bonne idée et nous sommes pas les seuls à penser ainsi.

On s'étonne aussi des nombreux interdits que la politique s'impose à elle-même. Beaucoup de sujets qui affectent l'avenir du pays ne peuvent pas être évoqués, notamment parce que l'OGB-L ne le souhaite pas.

Mesdames et Messieurs,

On s'étonne aussi de l'influence paralysante de ce syndicat sur la politique. Il est inadmissible qu'un syndicat puisse décider de ce dont on est autorisé à parler. Pour rappel. 80% des salariés qui travaillent au Luxembourg n'ont PAS voté pour l'OGB-L aux élections sociales.

Je nous souhaite un meilleur équilibre et un peu plus de souveraineté face aux lignes rouges syndicales.

Il est temps de laisser jouer à nouveau la primauté de la politique. Cela s'applique généralement aussi aux tripartites, surtout parce que chacun voit qu'un partenaire est exclusivement intéressé par les revendications salariales et rejette en même temps toute la responsabilité pour l'intérêt national.

La tripartite est un outil de crise. Lors de la dernière réunion tripartite début mars, des décisions ont été prises pour ralentir l'inflation dans la mesure, où plusieurs tranches indiciaires n'arrivent pas à échéance en même temps. Bien sûr, nous nous en félicitons.

Entre la tranche indiciaire, qui tombe désormais en avril et la tranche indiciaire, qui entrera en vigueur fin janvier de l'année prochaine, et une tranche indiciaire potentielle, qui pourrait alors échoir fin 2024, il y a 8 mois ou plus.

Néanmoins, on ne peut pas se débarrasser du sentiment que cette réunion tripartite et les précédents rendez-vous visent plus à sauver l'index qu'à aider le pays et les personnes à bas salaires, dont on parle tant, à traverser la crise.

Pour rappel. Aussi, l'ajustement du barème d'imposition renforce principalement le pouvoir d'achat des personnes à gros salaires. Voilà pour le mantra des syndicats selon lequel la politique sociale n'est pas faite via l'index, mais par les impôts.

Il est souvent reproché que les mesures politiques au Luxembourg soient aveugles.

Mesdames et Messieurs,

La plupart des décisions prises par le gouvernement, notamment sous la pression des syndicats, sont très sélectives. A savoir, une faveur de personnes qui vont déjà bien et qui ont beaucoup.

Puis un mot de plus sur la situation économique du secteur de l'artisanat.

Après la dernière tripartite, on avait l'impression que la politique pensait que tous les problèmes avaient été résolus.

C'est plutôt le contraire. Nos petites et moyennes entreprises sont exposées à une grande incertitude et de nombreux employeurs craignent pour leur existence.

Il faut savoir ce que cela signifie quand près de la moitié des artisans du secteur de la construction ont un carnet de commande de moins de 3 mois.

Les entreprises risquent de se retrouver sans commandes dès cet été, car il n'y a pratiquement pas de nouveaux projets. Si cela devait éventuellement aller mieux jusqu'au second semestre, ce qu'aucun de nous ne sait, il faudra attendre au moins un an avant que les entreprises de parachèvement puissent à nouveau bénéficier de cette embellie.

Un an sans commandes... une situation que nous n'avons jamais vue ici au Luxembourg. Une période, donc, où l'existence de nombreuses entreprises est en jeu et surtout les emplois, et ce à une époque, où ces personnes seront nécessaires dans les années à venir dans l'artisanat.

Certains parlent d'un « rééquilibrage du marché ». C'est un affront à toutes les entreprises familiales qui sont gérées de manière responsable et deviennent maintenant victimes des circonstances.

Nous appelons donc les politiciens à reconnaître la crise dans la construction comme une priorité politique et à y faire face avec les mesures nécessaires. Il s'agit de préparer le terrain pour maintenir l'emploi du secteur, et ainsi de préserver également le savoir-faire pour l'avenir.

Mesdames et Messieurs,

Le logement est généralement problématique au Luxembourg. Nous construisons trop peu de logements pour toutes les raisons possibles. Nous construisons beaucoup trop peu, surtout si l'on considère que chaque année, nous accueillons 12.000 personnes supplémentaires dans le pays.

A cette rareté structurelle s'ajoute désormais une rareté conjoncturelle. Au lieu des 3.500 logements que nous construisons chaque année, il y en aura 2.000 cette année. L'investisseur n'est plus là, à cause des taux d'intérêt élevés mais aussi à cause de diverses décisions politiques et projets qui parlent contre les investissements dans la pierre.

Tout le monde est heureux que le promoteur immobilier a finalement eu sa claque.

Mesdames et Messieurs,

Les personnes à la recherche d'un logement auront une claque et les entreprises artisanales auront une claque.

Nous avons besoin de logements et nous avons besoin d'investisseurs qui investissent dans le logement. L'Etat ne peut pas construire tous les logements dont le Luxembourg a besoin et nous ne sommes pas sûrs qu'un gouvernement qui parle autant de l'importance du logement en ait assez pour éviter la crise dans laquelle nous nous trouvons actuellement.

La phobie de l'investisseur est une maladie qui se développe bien au Luxembourg et même à cet égard le patient sera plus tard quelqu'un d'autre que celui que l'on espère.

Mesdames et Messieurs,

Un dernier mot sur le statut de l'indépendant. Pendant la pandémie, nous avons appris que nous n'avions pas une société à deux classes au Luxembourg, mais une société à trois classes.

Pendant le confinement, la fonction publique était dispensée de travailler. Nos employés ont touché 80% de leur salaire en chômage partiel et l'indépendant, interdit de travail, n'a rien reçu à part le message qu'il ne devait pas se plaindre, car après tout il passerait son temps à conduire avec un large sourire sa Ferrari.

Nous avons fait remédier à la situation avec le soutien du ministre des Classes Moyennes Lex Delles pendant la durée de la pandémie, mais nous constatons que l'indépendant est défavorisé dans le cadre de la sécurité sociale.

Par conséquent, nous proposons qu'aucune différence ne soit faite dans le système de sécurité sociale entre l'assuré qui paie ses cotisations, un salarié et une personne indépendante.

Corriger ce déséquilibre serait un message important aux indépendants et à ceux qui veulent le devenir.

En ce sens, nous saluons également le fait que la motion pertinente de la députée Carole Hartmann du DP ait été acceptée à l'unanimité dans le parlement.

Mesdames et Messieurs,

Nous souhaitons à tous les candidats beaucoup de courage, une vision claire de la réalité, une oreille attentive aux problèmes des entreprises et des personnes et surtout une bonne santé.

Merci beaucoup.